

## Opinions Taille du texte : [A](#) | [A](#) | [A](#)

point de vue

### Le Japon, le pays qui ne privatise plus sa poste

La Tribune.fr - 05/10/2009 | 23:16 - 756 mots



La révision du processus de privatisation de la poste qui s'étalait sur dix ans est la mesure emblématique du nouveau gouvernement Yukio Hatoyama. L'enjeu est plus que symbolique. La Japan Post, qui fut longtemps une compagnie géante, jouait un rôle social important, négligé par l'ex-Premier ministre Junichiro Koizumi. Ce débat est à l'œuvre dans nombre de pays, comme en témoigne le cas français ces jours-ci.

La victoire écrasante du Parti démocrate du Japon (PDJ, centre gauche) aux législatives du 30 août dernier a mis fin à plus de cinquante-quatre ans de règne presque ininterrompu du Parti libéral-démocrate (PLD, droite). Pour autant, va-t-on assister à un tournant historique des orientations de la politique économique japonaise ?

Dans l'article "Ma philosophie politique", publié dans "Voice" au mois d'août dernier, le futur Premier ministre Yukio Hatoyama soulignait sa volonté de sortir des politiques du PLD, influencées par le "fondamentalisme de marché", pour aller vers des politiques au service de la vie des gens et créatrices de liens sociaux. Parmi les mesures annoncées par le gouvernement Hatoyama, la révision du processus de privatisation de la poste apparaît donc comme la plus emblématique des politiques économiques que souhaite mener la nouvelle majorité en s'opposant aux excès du libéralisme.

La privatisation de la poste a été le combat de toute la vie publique du Premier ministre Junichiro Koizumi et son plus grand chantier économique. Voté par le Parlement en octobre 2005, après bien des blocages, la privatisation de la poste devait s'étaler sur dix ans (2007-2017). Japan Post était alors un géant par son nombre de salariés (271.000), son réseau national de bureaux (25.000) et son poids financier assis sur la plus grande banque du monde (2.000 milliards de dollars, 30% de l'épargne des ménages) ainsi que la plus grande compagnie d'assurance-vie du Japon (1.000 milliards de dollars, 40% des actifs d'assurance-vie des ménages).

Cette épargne était mise au service de l'Etat japonais via l'achat d'obligations publiques et permettait, notamment, de financer les dépenses d'infrastructures. La poste représentait, pour ses défenseurs, le symbole de soutien à "l'Etat constructeur" ("doken kokka"), version japonaise de l'Etat providence et, pour ses détracteurs, celui de la

#### Top articles :

**Les plus commentés**

**Les plus envoyés**

#### Les plus lus

1 - [Le fusible de France Télécom](#)

2 - [Quand les PME aiment l'Etat](#)

3 - [Un thermomètre peut-il mesurer le bien-être ?](#)

4 - [Le Japon, le pays qui ne privatise plus sa poste](#)

5 - [Le "cas Kindle" d'Amazon signe-t-il l'acte de naissance du contenu numérique ?](#)

6 - [Ce risque moral dont il faudra bien s'accommoder...](#)

7 - [La responsabilité de France Télécom](#)

8 - [Chine : les patrons français rient jaune](#)

9 - [Les divergences sur la régulation financière](#)

10 - [Quotas laitiers ? Plutôt créer une assurance revenu](#)

Annonces Google

#### **3 Obligations** **7% net/an**

Placement  
Attractif sur 4 ans  
Exclusivité  
Bienprevoir.fr !  
[Bienprevoir.fr/Obligation-](#)



bureaucratie, de la corruption et de l'endettement public. Contrairement à de nombreux pays européens, l'élément moteur de la privatisation de la poste japonaise a été l'intégration dans le giron privé du pôle financier public et non l'ouverture à la concurrence du secteur du courrier.

La privatisation de la poste a commencé par l'éclatement de Japan Post en quatre entités : la banque avec Japan Post Bank, l'assurance avec Japan Post Insurance, le courrier avec Japan Post Service et les bureaux de poste avec Japan Post Network. Quatre filiales gérées par un holding (Japan Post Holdings) dont les capitaux étaient au départ à 100% publics. A l'horizon de fin septembre 2017, tous les titres de la Japan Post Bank et de la Japan Post Insurance devaient être vendus et l'État ne devait conserver qu'environ le tiers de l'ensemble des titres gérés par la Japan Post Holdings. Toutefois, les mesures de privatisation de la poste se sont très vite traduites par des retombées négatives sur la vie des ménages. La fermeture de plus de 300 bureaux de poste a fortement pénalisé les personnes âgées, privées de services courrier et paiement des retraites ou de collecte des dépôts d'épargne à domicile.

Pendant sa campagne électorale, Yukio Hatoyama a insisté sur le fait que la décision de privatiser la poste ne s'était basée que sur la logique du marché et avait négligé le rôle traditionnel de lien social joué par le personnel de la poste au niveau local, porteur d'importantes valeurs communautaires. C'est pourquoi son gouvernement s'est tout de suite attelé au dossier de la poste.

Selon les plans du gouvernement, les deux compagnies Japan Post Service et Japan Post Network seront intégrées dans la Japan Post Holdings. Cette nouvelle configuration facilitera la coordination de leurs activités et améliorera les services rendus, services qui s'étaient dégradés depuis le cloisonnement des activités en 2007. Mais, surtout, elle permettra de compenser la baisse attendue des profits de la Japan Post Service et de Japan Post Network par des financements basés sur les profits des entités financières postales. De leur côté, la Japan Post Bank et la Japan Post Insurance devraient rester séparées et continuer d'être gérées par la Japan Post holdings.

Alors que dans le système actuel l'Etat devait vendre environ deux tiers des titres de la Japan Post holdings d'ici à 2017, le nouveau plan prévoit que l'Etat devra posséder plus de deux tiers de ceux-ci, la Japan Post Holdings détenant également plus de deux tiers des titres de chacune des institutions financières. En exerçant un contrôle total sur les trois services de la poste (courrier, banque, assurance), l'État peut ainsi assurer une qualité homogène de service sur l'ensemble du territoire et favoriser le financement d'activités utiles à l'avenir de la collectivité. Ce dossier semble bien attester une orientation nouvelle de la politique économique japonaise.

Evelyne Dourille, économiste au CEPII